

**** Nederlands hieronder ****

Objet : Interpellation citoyenne concernant les visites domiciliaires et l'incohérence avec l'opposition de Saint-Josse-ten-Noode au projet de loi précédent, en 2018, ainsi que son soutien à la régularisation des sans papiers

Interpellation faite par : Lena Rose SWARTZENTRUBER, née le 3 Octobre 1999, habitante de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode, domiciliée à 71 Rue de Liedekerke, au nom du collectif 1210 Zone Refuge.

—

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

En tant qu'habitant·es de Saint-Josse-ten-Noode, nous souhaitons attirer votre attention sur la question des visites domiciliaires prévues dans l'avant-projet de loi fédéral relatif à la migration, mais aussi dans le projet de « règlement retour » européen projetant d'organiser des visites du même type et des fouilles au domicile où sont hébergées ou résident des personnes sans titre de séjour valide.

Comme habitant.es de Saint-Josse, nous, signataires, sommes très concerné.es et inquiété.es par ce projet. Ce projet cible directement des personnes que nous connaissons : nos voisin.es, proches, ami.es, qui vivent dans la commune, et qui la font vivre, mais qui ont le malheur de ne pas avoir ce que la Belgique considère les « bons » papiers. D'autres parmi nous ont déjà accueilli et hébergé des personnes exilées indépendamment de leur situation administrative. Nous ne voulons pas que nos voisin.es, nos ami.es ou nous-mêmes craignons de subir la visite des autorités jusque dans l'endroit où nous vivons.

Nous vous demandons de vous prononcer contre ce projet qui est tout-à fait en contradiction avec la position déjà prise par la commune le 26 février 2018 dans la motion « relative au projet de loi autorisant les visites domiciliaires » ainsi que le soutien aux personnes sans titre de séjour que le conseil a montré dans une motion qu'elle a adopté le 10 juin 2020, appelant à des critères clairs, objectifs, et transparents de régularisation.

Au-delà du contenu précis du texte fédéral et de ses modalités, la commune est légitime pour se positionner sur le concept même des visites domiciliaires. Par « visites domiciliaires », nous entendons le fait de permettre à la force publique d'atteindre à l'inviolabilité de nos domiciles **en dehors de toute procédure pénale**, dans le but d'arrêter des personnes sans titre de séjour qui s'y trouveraient en vue de leur expulsion. Saint-Josse s'est déjà opposé aux visites domiciliaires. Réaffirmer et actualiser cette opposition de la commune aux visites domiciliaires, dans le contexte actuel, s'inscrit dans la longue histoire du brassage et accueil des tenodois.es. Nous appelons la commune à s'exprimer, ne serait-ce que parce que sa police pourrait y être impliquée.

Nous avons entendu certaines justifications suivant lesquelles le projet ne viserait que des personnes "dangereuses". Nous voudrions rappeler que dans les situations où il y aurait un réel danger pour la société, la législation actuelle permet déjà à la police, dans le cadre d'une instruction pénale, de pénétrer de force dans un domicile privé dans le but d'arrêter une personne (que celle-ci ait des papiers ou non), si elle a un mandat d'arrêt, un mandat d'amener ou un mandat de perquisition. Le projet de visites domiciliaires poursuit donc un objectif différent : permettre de **pénétrer de force dans des domiciles privés, dans le but d'organiser des expulsions** d'étrangers... alors qu'il n'y a rien qui justifie une instruction pénale.

En ce sens, ce projet de loi va à l'encontre de plusieurs normes européennes et nationales, telles que l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), les articles 15 et 22 de la Constitution belge, ainsi que l'arrêt n° 148/2017 de la Cour constitutionnelle. Ensemble, ces dispositions garantissent les droits fondamentaux à la vie privée, à l'intégrité et à l'inviolabilité du domicile. Ce dernier arrêt affirme en outre qu'une intrusion dans cette sphère intime doit faire l'objet d'une instruction pénale, et non d'une procédure administrative.

Nous voudrions rappeler que nous vivons un contexte mondial, européen mais aussi belge de banalisation dangereuse de la xénophobie, et de résurgence de formations d'extrême droite, dont les idées se répandent, et qui dans de nombreux pays, accèdent même au pouvoir. Au-delà de la commune, au-delà de ce texte précis ou des dispositions similaires en réflexion au niveau européen, permettre légalement une violation de nos habitations pour y chasser les populations visées par l'extrême droite nous semble

extrêmement dangereux. Saint-Josse, au contraire, a une tradition de multiculturalité, de brassages, d'accueil, d'hospitalité, de respect de l'identité de chacun et d'humanité envers chaque personne, indépendamment de ses papiers ou de sa couleur de peau. Nous appelons la commune à défendre le droit de citoyen.ne.s de faire de leurs foyers des lieux d'accueil et des refuges.

En outre, dans le contexte de contrainte budgétaire imposé aux pouvoirs publics, et donc aussi aux communes, il serait particulièrement malvenu de gaspiller les moyens nécessaires pour la sécurité en participant de la sorte à une atteinte au droit à la vie privée et à l'inviolabilité du domicile (tel que l'a dénoncé le Centre fédéral migration, Myria). Nous vous demandons donc de vous engager à concentrer plutôt les ressources communales pour répondre aux réels besoins des Tenodois.es.

Il nous semble important de rappeler que :

- La majorité des communes bruxelloises ont déjà adopté une motion sur ce sujet sans attendre la version finale du texte : Bruxelles-Ville, Evere, Schaerbeek, Auderghem, Watermael Boitsfort, Ixelles, Saint-Gilles, Forest, Anderlecht, Molenbeek, Jette ; de nombreuses communes wallonnes également ;
- Dans nombreuses de ces communes, ce sont d'ailleurs des élus de tous les partis politiques, de gauche, du centre, de droite, souvent, majorité et opposition ensemble, qui ont adopté ces motions
- Les engagements précédents de la commune de Saint-Josse impliquent pour ses élu.es, son administration et sa population une vigilance particulière quant au respect des droits fondamentaux et à l'accueil digne des personnes migrantes ;
- de nombreuses organisations indépendantes (dont Myria, la Ligue des droits humains, Amnesty International, le CIRÉ, le CNCD-11.11.11, le Délégué général aux droits de l'enfant, l'Association des juges d'instruction, le Conseil d'État) ont exprimé des préoccupations importantes quant à l'impact des visites domiciliaires sur les droits fondamentaux ;

À ce titre, nous souhaitons vous poser les questions suivantes :

1. À l'instar d'autres communes bruxelloises, la commune de Saint-Josse s'engage-t-elle à adopter une motion contre les visites domiciliaires et contre les dispositifs analogues du « règlement retour » européen, et si oui, à quel conseil communal le point sera-t-il à l'ordre du jour ?

2. La commune de Saint-Josse confirme-t-elle que ce dispositif est incompatible avec son opposition précédente aux visites domiciliaires et avec son soutien aux personnes sans-papiers ?

3. La commune de Saint-Josse peut-elle garantir qu'elle ne mobilisera aucune ressource – notamment policière - pour participer à des visites domiciliaires effectuées en dehors du cadre pénal, notamment lorsqu'elles visent des personnes sans titre de séjour ?

La commune de Saint-Josse peut-elle s'engager à refuser toute mise en oeuvre de ces visites domiciliaires dans sa zone de police et, en cas de fusion des zones de polices sur tout ou partie de la région bruxelloise, à y porter son opposition à la mise en oeuvre de ces visites par cette zone ?

4. Quelles actions la commune entend-elle mettre en place pour se faire entendre des niveaux de pouvoirs concernés – la Région, le Fédéral et l'Europe sur cette question ?

4. Quelles mesures la commune entend-elle mettre en place pour préserver un climat de confiance, d'hospitalité et de solidarité sur son territoire ?

5. La commune de Saint-Josse s'engage-t-elle à devenir prochainement une « Commune hospitalière » et à souscrire aux engagements proposés aux communes par le CNCD-11.11.11 ?

Betreft: Burgerinterpellatie over woonstbetredingen en de tegenstrijdigheid met het eerdere verzet van Sint-Joost-ten-Node tegen het wetsvoorstel van 2018, evenals haar steun voor de regularisatie van mensen zonder papieren

Interpellatie ingediend door: Lena Rose Swartzentruber, geboren op 3 oktober 1999, inwoner van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, gedomicilieerd in de Liedekerkestraat 71, namens het collectief 1210 Zone Refuge.

Mijnheer de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Dames en Heren Gemeenteraadsleden,

Als inwoners van Sint-Joost-ten-Node wensen wij uw aandacht te vestigen op de woonstbetredingen voorzien in het federale voorontwerp van wet inzake migratie, maar ook op het Europese voorstel voor een “terugkeerverordening”, dat gelijkaardige

woonstbetredingen en huiszoekingen mogelijk zou maken in woningen waar personen zonder geldig verblijfsrecht verblijven of worden opgevangen.

Als inwoners van Sint-Joost zijn wij, ondertekenaars van deze interpellatie, bijzonder bezorgd over dit project. Het viseert rechtstreeks mensen die wij kennen: onze burens, vrienden, familieleden en kennissen die in de gemeente wonen en bijdragen aan het leven ervan, maar die niet beschikken over wat de Belgische staat beschouwt als de "juiste" papieren. Sommigen onder ons hebben bovendien al mensen op de vlucht opgevangen of gehuisvest, ongeacht hun administratieve situatie. Wij willen niet dat onze burens, onze vrienden of wijzelf moeten vrezen voor inspecties van de autoriteiten in onze woningen.

Wij vragen u om zich uit te spreken tegen dit project, dat volledig indruist tegen de positie die de gemeente reeds innam op 26 februari 2018 in de motie "betreffende het wetsvoorstel dat woonstbetredingen mogelijk maakt", evenals tegen de steun aan mensen zonder wettig verblijf die de gemeenteraad bevestigde in de motie van 10 juni 2020, waarin werd opgeroepen tot duidelijke, objectieve en transparante criteria voor regularisatie.

Los van de precieze inhoud van de federale tekst en de concrete modaliteiten ervan, is de gemeente volgens ons perfect bevoegd om zich uit te spreken over het principe zelf van woonstbetredingen. Met "woonstbetredingen" bedoelen wij het toelaten dat de overheid de onschendbaarheid van de woning schendt buiten elk strafrechtelijk kader, met als doel personen zonder verblijfsrecht op te sporen met het oog op hun uitwijzing. Sint-Joost heeft zich reeds eerder uitgesproken tegen woonstbetredingen. Het herbevestigen en actualiseren van dit standpunt sluit aan bij de lange geschiedenis van diversiteit, vermenging en gastvrijheid die Sint-Joost kenmerkt. Wij roepen de gemeente op om zich hierover uit te spreken, al was het maar omdat haar politiezone hierbij betrokken zou kunnen worden.

Wij hebben bepaalde rechtvaardigingen gehoord volgens dewelke dit project enkel "gevaarlijke" personen zou viseren. Wij wensen eraan te herinneren dat wanneer er sprake is van een werkelijk gevaar voor de samenleving, de huidige wetgeving de politie reeds toelaat om, in het kader van een strafonderzoek, een woning binnen te dringen om een persoon te arresteren (ongeacht diens verblijfsstatuut), mits er een aanhoudingsbevel, bevel tot medebrenging of huiszoekingsbevel bestaat. Het project rond woonstbetredingen heeft dus een ander doel: toelaten dat privéwoningen met

geweld worden binnengedrongen om uitwijzingen van vreemdelingen mogelijk te maken... terwijl er geen enkele grond bestaat voor een strafrechtelijk onderzoek.

In die zin gaat dit wetsvoorstel in tegen verschillende Europese en Belgische rechtsnormen, waaronder artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM), de artikelen 15 en 22 van de Belgische Grondwet, evenals arrest nr. 148/2017 van het Grondwettelijk Hof. Samen waarborgen deze bepalingen het fundamentele recht op privacy, lichamelijke integriteit en de onschendbaarheid van de woning. Dat arrest stelt bovendien duidelijk dat een inmenging in deze intieme sfeer enkel mogelijk is binnen een strafrechtelijk onderzoek, en niet in het kader van een administratieve procedure.

Wij wensen eraan te herinneren dat wij leven in een mondiale, Europese en Belgische context waarin xenofobie op gevaarlijke wijze wordt genormaliseerd, en waarin extreemrechtse formaties opnieuw opkomen en steeds meer invloed verwerven — in vele landen zelfs tot deelname aan de macht. Los van deze gemeente, los van deze specifieke tekst of soortgelijke voorstellen op Europees niveau, lijkt het ons uiterst gevaarlijk om wettelijk toe te laten dat woningen geschonden worden om bevolkingsgroepen te viseren die ook door extreemrechts gevisieerd worden. Sint-Joost heeft daarentegen een lange traditie van multiculturaliteit, vermenging, opvang, gastvrijheid, respect voor ieders identiteit en menselijkheid tegenover elke persoon, ongeacht diens papieren of huidskleur. Wij roepen de gemeente op om het recht van inwoners te verdedigen om van hun woning een plaats van opvang en bescherming te maken.

Bovendien zou het, in een context van budgettaire beperkingen voor de overheid en dus ook voor de gemeenten, bijzonder ongepast zijn om middelen die nodig zijn voor echte veiligheid te verspillen aan maatregelen die het recht op privacy en de onschendbaarheid van de woning aantasten — zoals ook aangeklaagd werd door het Federaal Migratiecentrum Myria. Wij vragen u daarom om de gemeentelijke middelen in te zetten voor de reële noden van de inwoners van Sint-Joost.

Wij achten het belangrijk eraan te herinneren dat:

- De meerderheid van de Brusselse gemeenten reeds een motie over dit onderwerp heeft aangenomen, nog vóór de definitieve versie van de tekst: Brussel-Stad, Evere, Schaarbeek, Oudergem, Watermaal-Bosvoorde, Elsene,

Sint-Gillis, Vorst, Anderlecht, Molenbeek en Jette; evenals talrijke Waalse gemeenten;

- In veel van deze gemeenten verkozenen van verschillende politieke strekkingen — links, centrum en rechts, meerderheid én oppositie — samen deze moties hebben goedgekeurd;
- De eerdere engagementen van de gemeente Sint-Joost van haar verkozenen, administratie en bevolking een bijzondere waakzaamheid vereisen inzake het respect voor fundamentele rechten en een menswaardige opvang van migranten;
- Talrijke onafhankelijke organisaties (waaronder Myria, de Liga voor Mensenrechten, Amnesty International, CIRÉ, CNCD-11.11.11, de Kinderrechtencommissaris, de Vereniging van Onderzoekersrechtters en de Raad van State) ernstige bezorgdheden hebben geuit over de impact van woonstbetredingen op de fundamentele rechten.

Daarom wensen wij u de volgende vragen voor te leggen:

1. Zal de gemeente Sint-Joost-ten-Node zich, naar het voorbeeld van andere Brusselse gemeenten, engageren om een motie aan te nemen tegen woonstbetredingen en tegen gelijkaardige bepalingen in de Europese terugkeerverordening? Zo ja, op welke gemeenteraad zal dit punt geagendeerd worden?
2. Bevestigt de gemeente Sint-Joost-ten-Node dat dit systeem onverenigbaar is met haar eerdere verzet tegen woonstbetredingen en met haar steun aan mensen zonder papieren?
3. Kan de gemeente Sint-Joost-ten-Node garanderen dat zij geen enkele gemeentelijke of politionele middelen zal inzetten om mee te werken aan woonstbetredingen buiten het strafrechtelijk kader, in het bijzonder wanneer deze gericht zijn op personen zonder verblijfsrecht?

Kan de gemeente Sint-Joost zich ertoe verbinden om elke uitvoering van dergelijke woonstbetredingen binnen haar politiezone te weigeren, en — in geval van een fusie van Brusselse politiezones — haar verzet tegen dergelijke praktijken ook daar te verdedigen?

1. Welke stappen zal de gemeente ondernemen om haar stem te laten horen bij de bevoegde beleidsniveaus — het Gewest, de Federale overheid en de Europese Unie — over deze kwestie?

2. Welke maatregelen zal de gemeente nemen om een klimaat van vertrouwen, gastvrijheid en solidariteit op haar grondgebied te behouden?
3. Zal de gemeente Sint-Joost-ten-Node zich ertoe verbinden om op korte termijn een "Gastvrije Gemeente" te worden en de engagementen van CNCD-11.11.11 voor gemeenten te onderschrijven?

